

PREMIERS PAS D'UNE MILITANTE ÉCOLOGISTE AU SÉNAT

Janvier 2021

Je souhaite remercier les 489 grandes électrices et grands électeurs qui m'ont permis en septembre dernier de porter la voix de l'écologie jusqu'au Sénat. Cette victoire est certes le reflet de la vague verte dans les grandes villes, mais la campagne des sénatoriales nous a démontré la montée en puissance des listes citoyennes avec une forte ambition écologique qui ont remporté des mairies, notamment dans le péri-urbain.

Avec 12 sénatrices et sénateurs, nous avons constitué le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires avec pour président Guillaume Contard, sénateur sans étiquette de l'Isère. Ce groupe démontre qu'il nous faut rassembler toutes les sensibilités écologistes pour être combatifs et efficaces.

Immergée, dès le lendemain de mon élection dans les dossiers nationaux, il m'a fallu très rapidement m'adapter aux us et coutumes de cette assemblée et trouver mes repères. Après avoir intégré la commission Culture, Éducation et Communication, j'ai contacté Marie Blandin, ancienne sénatrice écologiste et Présidente de la commission culture au Sénat pour échanger, ce qui m'a permis de m'adapter et de comprendre les enjeux.

Immédiatement plongée dans le projet de loi recherche et dans le projet de budget 2021, je n'ai pas eu à ce jour l'occasion ni le temps de souffler. Mon engagement militant reste intact, mon attachement à ce magnifique département d'adoption aussi. J'ai toujours mes convictions chevillées au corps et j'ai la certitude que je pourrais œuvrer aussi bien au niveau local que national.

Je vous présente les actions menées lors de ces trois premiers mois de mandat. Mon équipe dynamique est à votre disposition pour échanger et répondre à vos sollicitations :

Maud Dumont, collaboratrice en Gironde - 07 86 61 27 98

Eléonore Piot, collaboratrice au Sénat - 01 42 34 40 81

Alice Colsaet, collaboratrice
m.de-marco@senat.fr



Au sein du groupe écologiste du Sénat, je suis chargée des sujets en lien avec la culture, les médias, l'enseignement et la recherche. Mon travail législatif durant ces premiers mois de mandat s'est concentré sur trois textes.

LA LOI SUR LA PROGRAMMATION DE LA RECHERCHE

Après des échanges avec des chercheurs, enseignants et syndicats, fortement mobilisés contre ce texte, j'ai relayé dans l'hémicycle leurs arguments s'opposant à la précarisation des emplois et des financements de la recherche. Nous avons proposé des amendements, non retenus, et voté contre le texte. Nous portons, avec les autres forces de gauche, un recours au Conseil Constitutionnel mettant en cause plusieurs éléments de cette loi, en particulier un amendement portant atteinte au droit de manifester pour les étudiants.



LE PROJET DE LOI DE FINANCES CULTURE, ÉDUCATION ET MÉDIAS

Le budget est très technique et les amendements sont strictement encadrés. Nous avons fait plusieurs propositions, pour soutenir les musiques électroniques et les établissements de nuit dans le plan de relance, revaloriser les bourses étudiantes, ou la diminution de l'investissement dans la recherche aéronautique. La plupart ont été rejetées, mais une part du budget d'HADOPI a été redirigée vers le soutien

aux radios locales et associatives. J'ai fait le choix de voter contre les budgets de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'enseignement scolaire, et de l'audiovisuel public, car ils n'étaient pas assez ambitieux face aux enjeux auxquels ces secteurs sont confrontés. Au contraire, j'ai voté pour le budget de la mission « Médias, livre et industries culturelles » pour saluer l'effort budgétaire du gouvernement, bien qu'il reste insuffisant pour faire face aux pertes liées à la crise sanitaire.

LA PROPOSITION DE LOI POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DES LANGUES RÉGIONALES

Le groupe écologiste bénéficie deux fois par an d'une niche parlementaire, c'est-à-dire un créneau où le Sénat examine un texte de notre choix. Pour celle du 10 décembre, nous avons présenté le texte sur les langues régionales initiée par le député Paul Molac, dont j'ai été désignée rapporteure. Grâce à un travail commun avec des sénatrices et sénateurs de tous courants politiques, nous avons réussi à faire adopter cette proposition de loi à la quasi-unanimité. Surtout, nous avons réussi à réintroduire deux dispositions qui n'étaient pas passées à l'Assemblée Nationale, améliorant les possibilités d'enseignement des langues régionales. C'est une première victoire pour le groupe écologiste qui montre notre capacité à travailler au-delà de nos tendances politiques.



MOBILISATION EN SOUTIEN À TOUS LES SECTEURS CULTURELS

Cette période de crise sanitaire est particulièrement difficile pour tous les secteurs culturels et je reste mobilisée pour leur apporter tout mon soutien. Nous savons déjà que les conséquences sur l'emploi vont être sans précédent. Les artistes, auteurs, techniciens, intermittents, salles de spectacle, musées, cinémas, tous sont touchés. Je pense particulièrement aux métiers du spectacle qui, avec la fermeture des salles parfois depuis le mois de mars, n'ont aucune perspective pour l'avenir. La culture est un bien essentiel, qui a cruellement manqué de considération durant la crise sanitaire.

J'ai signé la pétition du collectif « Culture en danger COVID-19 » qui appelle à un soutien d'urgence du secteur du spectacle, ainsi que, plus tôt, une lettre ouverte au Président de la République pour demander l'ouverture des librairies indépendantes lors du deuxième confinement.

LOI SUR LA RÉAUTORISATION DES NÉONICOTINOÏDES

Lors de ce premier combat emblématique, nous avons eu une lueur d'espoir après le vote de notre amendement qui aurait permis de bloquer la réintroduction de ces pesticides très nocifs. Malheureusement, il s'agissait d'un « couac » du groupe centriste. Les intérêts économiques, en l'occurrence le lobby betteravier, ont gagné face à l'urgence environnementale. Le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires a déposé, avec les socialistes et les communistes, un recours au Conseil constitutionnel contre cette loi. Celui-ci l'a tout de même validée.

NON AU RETOUR DES NÉONICOTINOÏDES

#STOPNEONICOTINOIDES



DÉFENDRE LA DIGNITÉ ANIMALE

Je fais partie des 145 parlementaires qui soutiennent le Référendum d'initiative populaire pour les animaux. Il manque à ce jour 40 parlementaires pour que le Conseil constitutionnel examine le texte. <https://referendumpourlesanimaux.fr>

J'ai signé la tribune contre l'exportation d'animaux vivants, qui soutient un élevage de proximité (parue dans Le Monde).



QUESTION AU GOUVERNEMENT SUITE À L'ASSASSINAT DE SAMUEL PATY

Le 21 octobre dernier, j'ai posé ma première question au gouvernement dans l'hémicycle, au sujet de l'assassinat de Samuel Paty. Cette tragédie a fait ressortir le désarroi des enseignants. J'ai attiré l'attention du ministre Jean-Michel Blanquer sur la nécessité de mieux les accompagner, car ils sont en première ligne face aux événements graves auxquels sont confrontés nos enfants. Nous assistons à une paupérisation du service public de l'enseignement, qui laisse aujourd'hui les professeurs seuls garants des principes de la République.

STOCKAGE DE NITRATE D'AMMONIUM



Sur la pointe d'Ambès, l'usine Yara peut stocker jusqu'à 68.000 tonnes de produits à base de nitrate d'ammonium. L'entreprise est régulièrement sous astreinte pour se conformer aux réglementations de sécurité mais rien n'est fait. Elle est entourée de 7 autres usines classées Seveso seuil haut dans un rayon de 5 km, sans qu'aucune procédure commune soit mise en place en cas de sinistre. Le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires, avec Guillaume Gontard, a posé une question orale au Gouvernement le 5 novembre.

DANS LE VAL DE L'EYRE, TOUCHE PAS À MA ZONE HUMIDE !

Je soutiens le collectif qui s'oppose à l'implantation de cet entrepôt de e-commerce, situé en plein parc naturel régional, dans une zone humide protégeant le bassin d'Arcachon des pesticides. J'ai demandé à Madame la Préfète de veiller à ces préoccupations dans l'instruction du projet. Le groupe écologiste avec Daniel Salmon, sénateur EELV d'Ille et Vilaine, a posé une question d'actualité au Gouvernement le 4 novembre sur l'implantation d'entrepôts de ce type en France.

SAUVONS L'HÔPITAL ROBERT PICQUÉ



J'ai demandé au Gouvernement le 1^{er} décembre de renoncer à la fermeture de cet hôpital, pour répondre à la crise sanitaire actuelle et à celles qui viendront, et redonner un sens à la lutte pour préserver la santé publique. Ce serait également un signe fort pour tous les personnels de santé qui luttent au quotidien pour sauver des vies.

ZONE LIBRE DE CENON

Cette ancienne résidence pour personnes âgées, propriété de ENEAL, ex-Logévie, abrite aujourd'hui 80 familles accompagnées par des associations. L'expulsion a été retardée grâce à la mobilisation des associations et des citoyens. Dans l'attente d'une enquête sociale de la part de la préfecture, j'ai alerté celle-ci sur le relogement de toutes les familles, quelle que soit leur situation. Le bailleur est prêt à accepter une occupation temporaire des locaux.

INAUGURATION DE L'(S)PACE CAMPUS

Dans cet espace dédié à la vie étudiante sur le campus de Pessac, j'ai pu saluer le travail d'EtuRecup, ressource associative où j'étais auparavant bénévole.

FIP BORDEAUX ARCACHON



Le 18 décembre, la station locale de FIP et la douce voix des fipettes s'est arrêtée. C'était un véritable soutien pour toutes les activités culturelles locales. J'ai envoyé une lettre à la Ministre de la culture, Roselyne Bachelot, puis je l'ai interpellée lors de l'examen du budget 2021 de Radio France mais celle-ci m'a opposé un centralisme parisien incompréhensible.